CENT ANS DE GESTION TOPONYMIQUE AU QUÉBEC

Le nom de lieu, signature du temps et de l'espace

2012 100 ans

COMMISSION DE TOPONYMIE
1912·2012

Québec

CENT ANS DE GESTION TOPONYMIQUE AU QUÉBEC

Le nom de lieu,
signature du temps
et de l'espace

COMMISSION DE TOPONYMIE
1912-2012

Catalogage avant publication

Fortin, Jacques

Cent ans de gestion toponymique au Québec : le nom de lieu, signature du temps et de l'espace : Commission de toponymie, 1912-2012 / [Direction de l'ouvrage, André Gagnon ; rédaction, Jacques Fortin.]

[Québec] : Commission de toponymie, 2012.

ISBN version imprimée : 978-2-550-65293-9
ISBN version électronique : 978-2-550-65294-6

1. Québec (Province). Commission de toponymie – Histoire 2. Noms géographiques – Québec (Province)
I. Gagnon, André II. Québec (Province). Commission de toponymie

910.014 FC 2906

Le contenu de cette publication a été produit par la Commission de toponymie. Il est également diffusé à l'adresse www.toponymie.gouv.qc.ca.

Direction de l'ouvrage : André Gagnon

Rédaction : Jacques Fortin

Collaboration : Marie-Ève Bisson
François Cardinal
Myriam Hallé
Marc Richard

Recherche iconographique : Myriam Hallé

Révision linguistique : Diane Mérineau et Danielle Soucy

© Gouvernement du Québec, 2012

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2012
Bibliothèque et Archives Canada, 2012

ISBN version imprimée : 978-2-550-65293-9
ISBN version électronique : 978-2-550-65294-6

Table des matières

Mot de la présidente 5

La toponymie au Québec 6

Sous le Régime français 6

Sous le Régime anglais 7

Sous la Confédération canadienne 7

Un organisme de toponymie au Québec 8

Création de la Commission géographique de la province de Québec 9

Sanction officielle de la Commission de géographie de Québec 10

La Commission se fait discrète 11

La renaissance des années 1960 et 1970 13

La Charte de la langue française : un tournant décisif 15

La Commission à l'aube des années 2000 19

La période contemporaine, le bilan et les perspectives 20

Les présidents et les secrétaires 22

Faits marquants de la toponymie au Québec 24

Mot de la présidente

Madame Louise Marchand,
présidente de la Commission de toponymie et présidente-directrice générale de l'Office québécois de la langue française.

Dans son recueil de poésie de 1961, *Recours au pays*, Jean-Guy Pilon montre comment un individu peut découvrir son identité :

> « Dis le nom de ta maison, le nom des camarades, le nom de la ville. Nomme les êtres et les choses par leur nom, pour savoir qui tu es. »

En effet, lorsqu'on nomme un lieu, on y projette une partie de notre esprit conscient et inconscient. « Dis-moi comment tu nommes et je te dirai qui tu es », pourrait-on dire autrement. Ce cheminement pour connaître l'individu s'avère pertinent aussi pour l'être collectif. J'aime rappeler à ce sujet l'enseignement que l'on peut tirer d'une certaine carte géographique qui parle de la collectivité québécoise.

Quand la National Geographic Society des États-Unis a publié en 1991, dans l'un des numéros mensuels de son magazine, une carte du Québec qui indique, en français, **Rivière aux Outardes**, **Péninsule de la Gaspésie**, **Rivière des Outaouais**, **Péninsule d'Ungava**, **Grande rivière de la Baleine** et **Montréal** plutôt que **Montreal**, etc., elle a envoyé à ses millions de lecteurs les messages suivants.

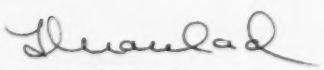
- Dans ce coin d'Amérique du Nord, la collectivité québécoise s'exprime principalement dans une langue distincte de celle de la majorité continentale.
- Cette collectivité exerce elle-même le contrôle de son territoire, puisqu'elle en nomme les lieux et qu'elle le fait d'après ses propres références culturelles.

L'affirmation de l'identité toponymique du Québec s'est renforcée tout au long du XX^{e} siècle, à la faveur d'un processus administratif amorcé par les pouvoirs publics en 1912, avec l'institution d'un organisme responsable de la gestion des noms de lieux. « En créant une Commission de géographie, le gouvernement de Québec *(sic)* n'a fait que suivre l'exemple des grands pays du monde qui ont tous reconnu l'utilité de corps analogues », comme le souligne le rapport d'activité du ministère québécois des Terres et Forêts, en 1921.

La publication que voici raconte l'histoire de la mission toponymique lancée il y a un siècle, une mission riche et vivante qui a inspiré le slogan du centenaire : *Le nom de lieu, signature du temps et de l'espace* ; le nom de lieu, reflet de l'aventure humaine là où elle s'est jouée, dans les habits et dans les mots de son époque.

À nous tous et toutes qui participons à cette aventure, je souhaite que l'esprit du lieu nous inspire chaque fois que nous en nommons un.

La présidente de la Commission de toponymie,



Louise Marchand

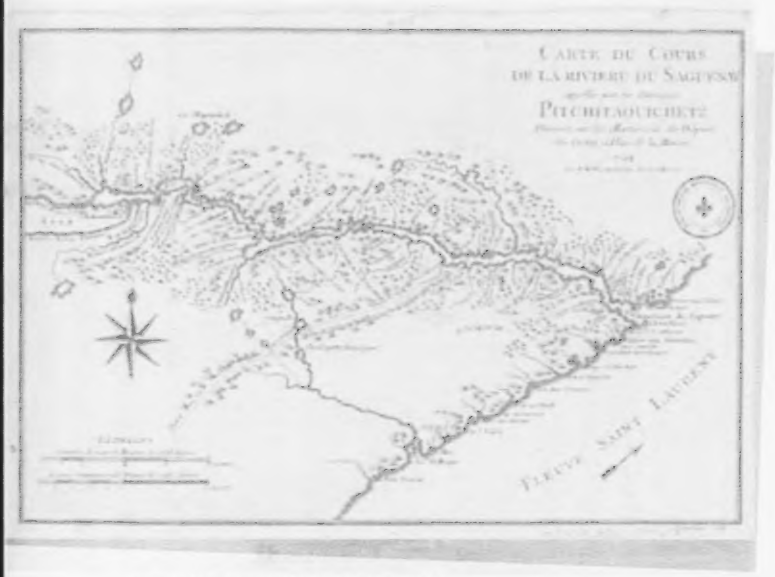
La toponymie au Québec

De temps immémoriaux, les Amérindiens et puis les pêcheurs européens ont parcouru le territoire du Québec. Ils y ont marqué leur passage avec des toponymes qui demeurent encore en usage en ce début du XXIe siècle.

Sous le Régime français

Les débuts de la toponymie d'origine française remontent aux XVIe et XVIIe siècles. Ainsi, Jacques Cartier, Samuel de Champlain et les cartographes français attribuent des noms aux lieux qu'ils visitent. Ils consignent des données sur ceux-ci dans des récits et des cartes ; ils présentent aussi les premiers motifs qui justifient le choix des toponymes ponctuant la Nouvelle-France.

Le 9 juin 1534, dans sa relation de voyage, Jacques Cartier note le premier toponyme du Québec, soit **Blanc-Sablon**, qui nommait déjà un lieu de pêche. Ce même nom désigne toujours d'autres lieux, dont une municipalité, une rivière, un archipel…



Source : Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

La rivière Saguenay, carte de 1744.

À l'occasion de ses différents voyages en Amérique, Samuel de Champlain, géographe, adopte en très grande partie la toponymie que Cartier utilisait déjà au cours des trois voyages qu'il effectua entre 1534 et 1542. C'est ainsi que **Gaspé**, **Tadoussac**, **Rivière Saguenay**, **Île aux Coudres**, **Île d'Orléans**, **Québec** et plusieurs autres noms d'origine amérindienne et française sont conservés dans la nomenclature des nouveaux territoires. En 1609, Champlain attribue son nom au lac qui est à la source de la rivière Richelieu. La Compagnie des Cent-Associés, fondée en 1627, met en place les premières concessions seigneuriales, telles que la seigneurie de Beauport, en 1634, et lance ainsi le mouvement de l'appropriation du territoire, qui se poursuivra avec ses successeurs.

Les nouveaux occupants, par l'entremise des arpenteurs, des notaires et d'autres membres de la collectivité, contribuent ainsi à nommer le paysage du Nouveau Monde.

Sous le Régime anglais

Après l'instauration du Régime anglais, le gouverneur James Murray poursuit le processus de désignation du territoire québécois. Il concède, dès le 27 avril 1762, les seigneuries de Murray Bay et de Mount Murray, dans l'actuelle région de Charlevoix. À la suite de la signature du traité de Paris, le 10 février 1763, qui entraîne la mise en place de nouvelles institutions politiques et administratives, Murray reçoit des instructions concernant la gestion du territoire. Dorénavant, la concession des terres devra se faire sous la tenure anglaise de *franc et commun socage* : les terres seront donc attribuées en pleine propriété et libres de toute redevance. L'implantation des *townships* (traduit par le mot *canton* vers 1890) est confirmée quelques années plus tard avec la venue des loyalistes américains.

Source : Département des Terres et Forêts, Québec, 1926

Extrait du plan du canton de Cameron, proclamé en 1886.

Le canton de Dunham est le premier canton établi au Québec, le 2 février 1796. Les arpenteurs Samuel Gale et Jean-Baptiste Duberger dressent une première carte représentant les cantons, en 1795. Ce découpage administratif se poursuivra jusqu'au milieu des années 1960. Il est intéressant de noter que les noms de cantons seront souvent repris pour désigner des lacs, des rivières, des municipalités qui se trouvent sur leurs territoires. C'est le cas du canton de **Cameron** en Outaouais, où l'on trouve un plan d'eau important du nom **Lac Cameron**.

Sous la Confédération canadienne

Bien qu'un organisme de gestion de la toponymie québécoise ne soit créé officiellement qu'en 1912, il ne faut toutefois pas oublier que le Québec gère sa toponymie depuis plus longtemps. Vers la fin du XIX^{e} siècle déjà, le gouvernement avait confié à Eugène Rouillard, du département des Terres et Forêts, la responsabilité de s'occuper des diverses questions relatives aux noms géographiques du territoire, notamment en ce qui concerne le choix des nouveaux noms de lieux, de même que la révision et le contrôle des appellations géographiques sur les cartes, les plans et les autres documents produits par les ministères.

Dès cette époque aussi, les préoccupations toponymiques du Québec se manifestent au niveau fédéral. Ainsi, par un décret signé le 12 avril 1907, le gouvernement du Québec désigne un représentant à la Commission de géographie du Canada, organisme qui avait été créé dix ans plus tôt. Le géographe Eugène Rouillard est nommé membre de cet organisme fédéral de coordination en toponymie. Il est alors inspecteur des agences des terres et des bois de la Couronne au département des Terres et Forêts.

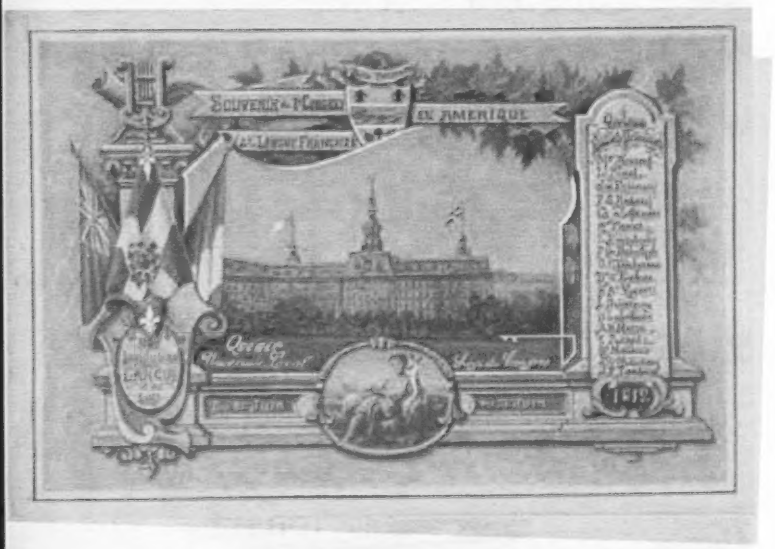
Un organisme de toponymie au Québec

La Commission géographique de la province de Québec est d'abord instituée par un décret le 15 novembre 1912. Sa création résulte d'une recommandation du Premier Congrès de la langue française au Canada, qui avait été organisé par la Société du parler français au Canada. La Société de géographie de Québec a aussi, comme le souligne Eugène Rouillard, fait de nombreuses interventions en faveur de cette création. L'exploration et l'arpentage de nouveaux territoires en Abitibi et dans le Saint-Maurice imposaient la conception d'autres outils de gestion du territoire. Eugène Rouillard écrit à cet égard qu'il ne fallait pas laisser le choix des futures dénominations géographiques aux « caprices du hasard ou encore à des mains inexpertes[1] ». Il avait déjà exprimé en 1909 le souhait qu'« une commission composée d'experts » soit établie[2]. Il reconnaissait que pour ce faire, il faudrait l'assentiment des pouvoirs publics.

En 1920, la Commission géographique de la province de Québec est remplacée par la Commission de géographie, qui est officiellement créée par une loi sanctionnée le 14 février de la même année. Cet organisme relève du ministre des Terres et Forêts. Il continuera d'évoluer sous cette appellation jusqu'au 26 août 1977, date de la sanction de la Charte de la langue française, qui instituera officiellement la Commission de toponymie.

« Le Premier Congrès de la langue française au Canada [...] condamne, au nom de l'histoire, la pratique de remplacer par des noms étrangers les noms originairement tirés du français, la pratique de traduire en français les noms anglais et en anglais les noms français, la pratique d'employer encore sans discernement les dénominations empruntées aux langues indigènes *[sic]*; exprime le vœu que les commissions chargées de désigner les lieux géographiques tiennent compte de ces observations et qu'une Commission permanente soit nommée pour la désignation des endroits nouvellement explorés dans la province de Québec; [...] » (Section scientifique, sous-section philologique, chapitre III).

Source: *Premier Congrès de la langue française au Canada tenu du 24 au 30 juin 1912, compte rendu*, Québec, Imprimerie de l'Action sociale, 1913, vol. 1, p. 595.



Source: Wikipédia

Souvenir du Premier Congrès de la langue française en Amérique, qui s'est tenu à l'Université Laval, en juin 1912.

1. Eugène ROUILLARD, « Création d'une commission géographique », *Bulletin de la Société de géographie de Québec*, vol. 6, n° 6, novembre et décembre 1912, p. 363.
2. Eugène ROUILLARD, « Les noms sauvages », *Bulletin de la Société du parler français au Canada*, vol. 8, n° 3, novembre 1909, p. 98.

Création de la Commission géographique de la province de Québec

Par le décret de 1912, sept membres constituant la Commission géographique sont nommés, y compris Eugène Rouillard, qui en est le premier président. Le décret mentionne aussi les motifs invoqués par les autorités gouvernementales pour la création de cet organisme :

- dénommer une multitude de lieux à la suite d'explorations nouvelles
- éviter la répétition des mêmes noms dans les mêmes régions, ce qui prête à confusion
- assurer l'uniformité des noms inscrits sur les documents et faire en sorte que les décisions émanent d'une seule autorité
- encourager le travail de révision des noms géographiques, car cette activité prend de plus en plus d'ampleur

Les premiers commissaires, outre Eugène Rouillard, sont :

- Arthur Amos, ingénieur en chef du Service hydraulique
- Avila Bédard, surintendant adjoint du Service forestier et secrétaire de la Commission géographique de la province de Québec
- T.-Adolphe Belisle, inspecteur général du Service de la chasse et de la pêche
- Théophile Denis, surintendant des mines
- J.-Émile Girard, surintendant et inspecteur des arpentages
- Gustave-Clodimir Piché, chef du Service forestier

La première réunion de la Commission géographique de la province de Québec se tient le 5 décembre 1912[3]. Les deux premières décisions sont l'adoption du toponyme **Anse à Beaufils** et le changement du nom **Lac Sloath** pour celui de **Lac Légaré**. C'est dans l'esprit de mieux faire connaître la toponymie québécoise qu'est publié le *Dictionnaire des rivières et lacs de la province de Québec*, en 1914, en collaboration avec le ministère des Terres et Forêts, l'ancêtre de l'actuel ministère des Ressources naturelles et de la Faune. Ce dictionnaire sera réédité et enrichi en 1925.

3. « La Commission géographique », *Bulletin de la Société de géographie de Québec*, vol. 7, n° 1, janvier-février 1913, p. 42-43.

Source: J. E. Livernois, Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Eugène Rouillard

Eugène Rouillard (Québec, 1851 – Québec, 1926) étudie à l'École de droit de l'Université Laval. Il pratique d'abord le notariat, puis le journalisme. On le trouve successivement au *Nouvelliste*, dont il est également copropriétaire, au *Canadien* (1886-1889), à *L'Événement* et au *Matin*. Parallèlement au journalisme, il occupe un poste d'examinateur à la fonction publique fédérale de 1882 à 1893 et devient, en 1894, inspecteur des agences des terres et des bois de la Couronne de la province de Québec. Ce travail sur le terrain lui ouvre de nouveaux horizons. Il se dirige désormais vers la géographie et la toponymie après avoir été un des membres fondateurs de la Société du parler français au Canada, en 1902, et l'un des principaux artisans de la renaissance de la Société de géographie de Québec, en 1907.

Il devient le président fondateur de la Commission géographique de la province de Québec en 1912. Puis, à compter de 1915 et pour les cinq années suivantes, il assume la fonction de secrétaire. La fondation de la Commission suit de quinze ans la création de la Commission de géographie du Canada, où Eugène Rouillard représente le Québec à compter du 12 avril 1907. Il publie plusieurs ouvrages, parmi lesquels il faut citer: *Noms géographiques de la province de Québec et des provinces maritimes empruntés aux langues sauvages [...]* (1906), *La Côte Nord du Saint-Laurent et le Labrador canadien* (1908), le *Dictionnaire des rivières et lacs de la province de Québec* (1914).

Source: Laurent DESHAIES, « Rouillard, Eugène », dans *Dictionnaire biographique du Canada*, [En ligne]. www.biographi.ca/fr/bio/rouillard_eugene_14F.html (Consulté le 13 mars 2012).

Sanction officielle de la Commission de géographie de Québec

Dans le décret du 6 avril 1920, qui fait suite à la sanction de la loi constituant la Commission de géographie de Québec, le 14 février de la même année, il est précisé que seize fonctionnaires sont nommés membres de la nouvelle Commission. Le président est généralement désigné au début de chaque année parmi les commissaires présents. Il est en outre précisé que « la Commission décidera de toute question ayant trait à la dénomination des lieux et des accidents géographiques de la province de Québec. Notamment, elle déterminera les nouvelles appellations géographiques ; au besoin, elle rectifiera les anciennes ou en fixera l'orthographe ; et elle pourra établir des règles de nomenclature qui soient obligatoires pour tous les services de l'Administration provinciale. Mais les décisions de la Commission seront sujettes à l'approbation du ministre des Terres et Forêts. »

Source : Picture quotation / Canadien National. Fonds *L'Action catholique*, Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

Partie de pêche au lac Bayon, dans la réserve faunique des Laurentides, vers 1930. De gauche à droite, le peintre Horatio Walker, le surintendant des parcs, J.-C. Garneau, et deux anciens présidents de la Commission de géographie, Charles-Joseph Simard et Louis-Arthur Richard.

En plus de remplir ses mandats, la Commission conçoit des publications pour faire connaître ses décisions. Elle produit ainsi trois rapports, en 1916, en 1921 et en 1926 ; ce dernier n'a été publié qu'en anglais. Regroupant les décisions toponymiques de l'organisme, ces publications constituent alors des instruments de diffusion destinés à assurer l'uniformité des dénominations géographiques mentionnées sur les différents plans et cartes dressés par les ministères.

La Commission se fait discrète

Par un décret du 28 juin 1941, Isaïe Nantais, un employé du ministère des Terres et Forêts, est nommé secrétaire de la Commission, en remplacement de J.-E. Beauchamp. Il est assisté de Léopold Christin (1877-1963), cartographe. Isaïe Nantais occupera cette fonction pendant dix-neuf ans, et au cours de cette période, la Commission de géographie ne tiendra aucune séance. Isaïe Nantais en avait fait une condition *sine qua non* lors de sa nomination.

Les devoirs du secrétaire sont les suivants:

1. Examiner toute question qui se présente et qui a trait à la désignation des lieux et des accidents géographiques de la province de Québec et, après étude, faire rapport au ministère d'abord, à qui de droit ensuite;

2. Déterminer les appellations géographiques nouvelles – ce qui se fait, lorsqu'il s'agit d'une division territoriale ou que le cas est sujet à contestation, de concert avec de hauts officiers de l'Administration et les personnes directement intéressées à la question en présence;

3. Rectifier les anciennes appellations géographiques conformément au sens commun et aux données que fournit l'histoire et selon les règles établies pour la nomenclature, soit française ou anglaise.

Source : Mémoire d'Isaïe Nantais au ministre des Terres et Forêts, mars 1944. Dossier conservé à la Commission de toponymie.

Durant cette période, on procède alors aux choix de nombreuses dénominations toponymiques nouvelles sur l'ensemble du territoire québécois. On effectue de multiples vérifications des noms de lieux, en particulier sur les cartes préparées par les différents ministères du Québec et du Canada. On met au point un fichier toponymique plus élaboré en notant les informations fournies par les ministères et les citoyens.

Les activités toponymiques sont donc nombreuses et variées au cours de ces deux décennies. Toutefois, aucune décision n'a eu de caractère officiel, à l'exception des noms de cantons qui ont été, dans chaque cas, approuvés par le ministre des Terres et Forêts.

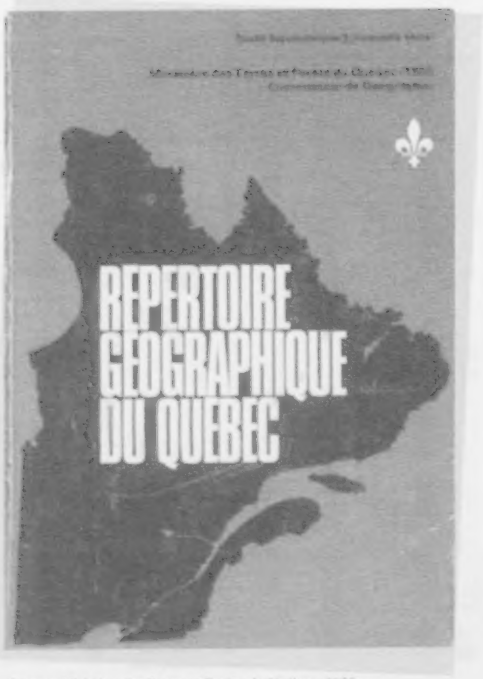
Isaïe Nantais (Holyoke, Massachusetts, 1888 – Loretteville, 1975) est illustrateur, journaliste et fonctionnaire au gouvernement du Québec. Il étudie à l'Université Laval de Montréal. En 1915, il devient journaliste au journal *Le Pays*. Il s'enrôle dans l'armée lors de la Première Guerre mondiale. Après sa démobilisation, il devient illustrateur et rédacteur du journal *Le Matin*, en 1920. En 1924, il entre au Service de la protection des forêts.

Le 28 juin 1941, Isaïe Nantais est nommé secrétaire de la Commission de géographie de Québec, fonction qu'il occupera jusqu'en 1960. Il contribue de façon déterminante à l'avancement de la toponymie au Québec par ses recherches historiques et par la promotion de la réalité française de la province auprès des autorités toponymiques fédérales. Tout au long de sa carrière à la Commission, il corrige les cartes topographiques, notamment celles produites par Ottawa, et contrôle la véracité de l'origine de très nombreux toponymes et leur ancienneté. À la demande du gouvernement québécois, il baptise aussi une multitude d'entités géographiques du territoire, dont quelque 600 cantons. À partir de 1942, il rédige un dictionnaire manuscrit d'environ 2 000 pages sur la nomenclature des lacs, des rivières, des îles et d'autres entités géographiques du Québec.

Sources : Richard FOISY, *L'Arche*, Montréal, VLB, 2009, p. 51, 57. COMMISSION DE TOPONYME, *Noms et lieux du Québec : dictionnaire illustré* [texte, éd. rev. et augm.], Québec, Publications du Québec, 2006, p. 470.

Source : *Noms et lieux du Québec*, Commission de toponymie

Isaïe Nantais



Source : Ministère des Terres et Forêts du Québec, 1968

Répertoire géographique du Québec, Commission de géographie, ministère des Terres et Forêts du Québec, 1968.

La renaissance des années 1960 et 1970

La Commission de géographie est réorganisée administrativement le 6 avril 1962 lorsque le gouvernement nomme sept membres. Après chaque séance, les décisions des commissaires continuent d'être soumises à l'approbation du ministre responsable, en vertu de l'article 4 de la Loi de la Commission de géographie, qui précise que « toutes les décisions de la Commission sont sujettes à l'approbation du ministre et ont force et effet après leur publication à la *Gazette officielle du Québec.* »

Les commissaires sont :

- Jean-Charles Bonenfant, bibliothécaire de la Législature
- Georges Côté, ministère des Terres et Forêts
- J.-Réal Dallaire, ministère des Terres et Forêts
- Camille Blier, ministère des Affaires municipales
- Jean-Marc Léger, directeur de l'Office de la langue française
- Léon Valois, ministère des Richesses naturelles
- Jean Poirier, géographe au ministère des Terres et Forêts

Pour se conformer à la Loi de la Commission, le ministre des Terres et Forêts approuve, le 5 décembre 1968, la totalité des noms de lieux, qui seront publiés à la *Gazette officielle du Québec*, le 15 mars 1969. Par la suite, la Commission regroupe ces quelque 45 000 noms de lieux dans le *Répertoire géographique du Québec*. On doit ce répertoire aux recherches effectuées à la fois par la Commission de géographie et par le Comité permanent canadien des noms géographiques, soit l'actuelle Commission de toponymie du Canada.

En 1968, la Commission innove en publiant, pour la première fois, un *Guide toponymique du Québec*. Cette période est aussi marquée par la publication de cartes géographiques plus nombreuses, produites à des échelles de plus en plus détaillées. On multiplie aussi les enquêtes sur le terrain, y compris les enquêtes en milieu autochtone. Le traitement des odonymes, ou noms de voies de communication, débute à cette époque ; la publication à la *Gazette officielle du Québec* des premiers noms de chemins a lieu le 8 août 1977. Il faut également souligner qu'à partir de 1962, le Québec participe de nouveau aux réunions annuelles du Comité permanent canadien des noms géographiques, auxquelles il n'assistait plus depuis plusieurs années.

Le secrétaire de la Commission de géographie, Jean Poirier, fait également partie de la délégation canadienne lors des Conférences des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques qui se tiennent à Genève (1967), à Londres (1972) et à Athènes (1977).

Source: Commission de toponymie

Les enquêtes toponymiques s'amplifient dans les années 1970 et 1980. Exemple d'une rencontre entre un enquêteur et un informateur, personnifiés par Christiane Bernard et Armand Lajoie, du personnel de la Commission de toponymie, vers 1979.

Source: Commission de toponymie

Participants à l'Atelier sur l'écriture des noms de lieux amérindiens, au Château Frontenac à Québec, en 1979.

Source: Commission de toponymie

En 1978, la Commission de toponymie intensifie le traitement des odonymes.

Source: Commission de toponymie

Jean Poirier, secrétaire de la Commission de toponymie, vers 1983.

Jean Poirier est né à Champlain, en Mauricie, en 1931. Après ses études au Petit Séminaire de Québec, il poursuit sa formation en histoire et en géographie à l'Université Laval. Par la suite, il y obtient une maîtrise au Département de géographie sous la direction de Luc Lacoureière, folkloriste, avec une thèse intitulée *La toponymie historique et actuelle de l'île d'Orléans* (1961). À compter de 1958, il travaille à la Commission de géographie avec Isaïe Nantais. Lors de la refonte de l'organisme, en 1962, sous la présidence de Jean-Marc Léger, Jean Poirier est nommé secrétaire de la Commission. Il devient par la suite adjoint au président, fonction qu'il occupe jusqu'à sa retraite en 1995.

Au nombre de ses travaux figurent une multitude d'articles sur la toponymie québécoise. Il rédige de nombreux textes sur des toponymes marquants du Québec, tels que **Québec**, **Montréal**, **Moisie**, **Trois-Pistoles**, **Labrador**... Il fait aussi paraître aux Presses de l'Université Laval, en 1965, *Toponymie: méthode d'enquête*. En 1982, la Commission de toponymie a publié *Regards sur les noms de lieux*, une compilation de 23 de ses articles.

Source: Archives de la Commission de toponymie

La Charte de la langue française: un tournant décisif

Pendant plusieurs années, la Commission de géographie déplore le fait que la poursuite de ses objectifs soit souvent freinée par une accumulation de problèmes dont, principalement, ceux ayant trait à la compétence en matière de noms géographiques. Pour étudier cette question, elle a donc créé un comité d'étude qui lui a présenté son *Rapport sur les juridictions en matière de noms géographiques* le 22 octobre 1976. Ce document insistait sur la nécessité d'une réforme basée sur la consolidation du rôle de la Commission.

Le 26 août 1977, lors de la sanction de la Charte de la langue française, la Commission de géographie devient la Commission de toponymie. Le 19 juillet de l'année suivante, sept personnes sont nommées commissaires sous la présidence d'Henri Dorion. Le nouvel organisme se voit confier des devoirs et des pouvoirs considérables comparativement à ceux qui étaient dévolus à la Commission de géographie. La Commission de toponymie obtient notamment les pleins pouvoirs pour officialiser les toponymes, qu'elle a l'obligation de publier une fois l'an à la *Gazette officielle du Québec*.

Source : Direction des communications, Office québécois de la langue française

En juin 2011, le buste de Camille Laurin, père de la Charte de la langue française, était inauguré à Montréal. Étaient présents : Louise Marchand, présidente de la Commission de toponymie et présidente-directrice générale de l'Office québécois de la langue française ; Christine St-Pierre, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine ; Bernard Landry, ex-premier ministre du Québec ; Pierre Laurin et Francine Castonguay, respectivement frère et épouse de Camille Laurin ; Maka Kotto, député provincial de Bourget ; et Maria Mourani, députée fédérale d'Ahuntsic.

Les commissaires sont :

- Henri Dorion, président
- Jean Poirier, adjoint au président
- Robert-Wilfrid Bourassa, secrétaire
- Pierre Auger, linguiste, Office de la langue française
- Jean Cimon, urbaniste
- Fernand Grenier, géographe
- Jean-Paul Lacasse, avocat et géographe

Parmi ses activités importantes, la Commission de toponymie conçoit le *Répertoire toponymique du Québec*, qui est publié en 1979. Il regroupe plus de 60 000 noms de lieux officiels. En 1978, la Commission intensifie le traitement des odonymes. Elle lance une vaste enquête toponymique dans les municipalités du monde rural, en collaboration avec le ministère des Transports, afin de réduire la confusion liée à la nomenclature des voies. En mars 1980, on estimait à 7 850 le nombre d'odonymes ruraux ainsi recueillis. L'année 1984 voit la Commission organiser à Québec, conjointement avec la Fédération des sociétés d'histoire du Québec, le premier Congrès international sur la toponymie française en Amérique du Nord. Les actes de ce congrès sont publiés en 1986. Ils comprennent plus de 60 contributions qui en font une véritable somme, l'ouvrage le plus important à avoir été publié sur la toponymie française d'Amérique.

Source : Commission de toponymie

Ouverture du premier Congrès international sur la toponymie française en Amérique du Nord, en 1984 : Bernice McAdams, présidente de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec, Jean Pelletier, maire de Québec, et François Beaudin, président de la Commission de toponymie.

Henri Dorion est né à Québec en 1935. Après des études en piano au Conservatoire de musique de Québec, il obtient successivement une licence en droit et une maîtrise en géographie à l'Université Laval. Son sujet de thèse est *L'étude systématique des frontières: l'exemple Québec-Labrador*. À compter de 1964, il enseigne au Département de géographie de l'Université Laval. Il contribue à la fondation du Groupe d'étude de choronymie et de terminologie géographique (GÉCET). Il est président de la Commission d'étude sur l'intégrité du territoire du Québec (1966-1972), puis de la Commission de toponymie à trois reprises (1978-1980; 1985-1988; 1993-1996). En plus de développer le cadre de fonctionnement de cet organisme en 1978, il met en œuvre, notamment, le projet du dictionnaire *Noms et lieux du Québec*, qui sera publié en 1994, puis réédité en 2006. De 1987 à 1991, il est président du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques (GENUNG). Il occupe aussi le poste de président du Comité permanent canadien des noms géographiques, l'actuelle Commission de toponymie du Canada. Il occupe les fonctions de délégué du Québec au Mexique, puis de délégué non résident pour la Russie et pour l'Ukraine.

Il demeure fort actif, en poursuivant notamment ses travaux sur la description géographique du paysage du Québec, en plus de participer à la banque de noms de lieux *Le tour du monde en français* et à de nombreux autres projets. Au cours de sa carrière, Henri Dorion a reçu deux doctorats honorifiques, l'un de l'Université de Sherbrooke en 1995 et l'autre, de l'Université du Québec à Montréal en 2003.

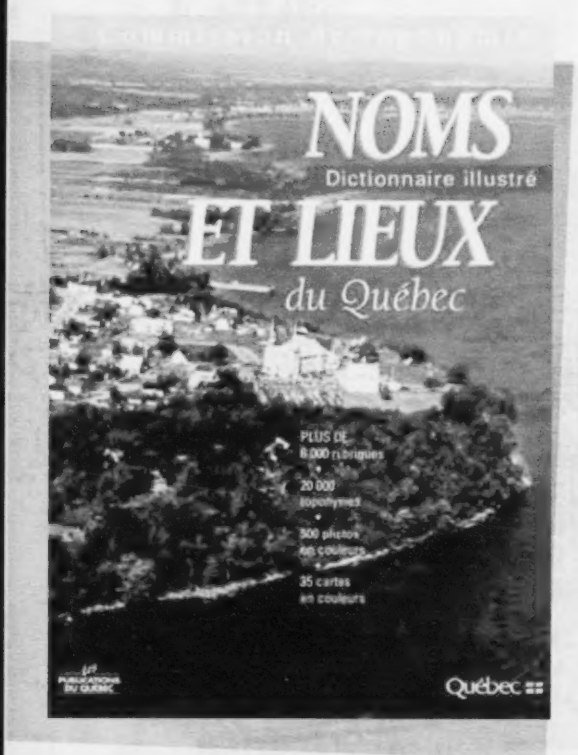
Source : Archives de la Commission de toponymie

Source: Commission de toponymie

Henri Dorion, président de la Commission de toponymie, vers 1985.

En 1985, forte de son expertise toponymique, la Commission participe, à la demande des Nations Unies, à un stage de formation en toponymie pour pays de langue arabe à Rabat, au Maroc. En 1987, le 75e anniversaire de la Commission de toponymie est souligné par la tenue, au Québec, de deux manifestations d'envergure internationale. Ainsi, la Commission participe activement à l'organisation de la cinquième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques, qui a lieu à Montréal. Elle participe aussi au XVIe Congrès international des sciences onomastiques, qui tient ses assises à Québec, la même année.

Sur le plan de la normalisation nationale et internationale, la Commission participe à plusieurs réunions, notamment celles du Comité permanent canadien des noms géographiques, devenu la Commission de toponymie du Canada en mars 2000 ; elle prend également part aux Conférences quinquennales des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques ainsi qu'aux sessions du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques (GENUNG).



Source : Commission de toponymie

Page couverture de la première édition du dictionnaire illustré *Noms et lieux du Québec*, Commission de toponymie, 1994.

Toujours en 1987, plusieurs publications voient le jour à la Commission de toponymie, dont un nouveau *Répertoire toponymique du Québec*, qui comprend plus de 100 000 noms de lieux et près de 700 000 éléments d'information, et le *Guide odonymique du Québec*. Durant cette même période, la barre des 50 000 noms de voies de communication officialisés est franchie.

Ces années sont marquées par l'informatisation du traitement des noms de lieux en vue de la communication en ligne des toponymes officiels et des variantes toponymiques à diffuser. La Commission publie également une édition revue et enrichie du *Guide toponymique du Québec* (1990), où sont codifiés ses politiques toponymiques, ses règles d'écriture et ses critères de choix.

Par ailleurs, l'expertise toponymique québécoise rayonne outre frontières : en collaboration avec le GENUNG, la Commission de toponymie organise à l'Université Laval, à Québec, un stage de formation en toponymie à l'intention des pays francophones du Sud (1988). En 1994, elle conclut avec les autorités toponymiques de la France une entente de collaboration qui aura des effets très positifs.

La même année, l'événement le plus marquant est sans conteste la publication du dictionnaire *Noms et lieux du Québec*. Cette publication de prestige contient plus de 6 000 articles sur les toponymes du Québec, enrichis de plus de 500 illustrations et de 35 cartes. Ouvrage scientifique destiné aux experts tout comme au grand public, ce dictionnaire illustré présente l'essentiel du patrimoine toponymique national.

La Commission à l'aube des années 2000

Source : Le site de la toponymie francophone [en ligne] : www.toponymiefrancophone.org

D'importants changements apportés à la gestion de la Commission, à ses méthodes et à ses procédures caractérisent la période la plus récente. Depuis 1997, la Commission de toponymie et l'Office québécois de la langue française sont dirigés par le même titulaire. La Commission voit confirmer son statut d'organisme gouvernemental autonome en 2002.

La toponymie officielle devient accessible sur le Web, en tout temps et gratuitement, à compter de 1998. Par ailleurs, le regroupement de municipalités en vue de créer de plus grandes villes conduit à mettre en place un traitement de réduction des noms identiques au sein des grands corpus odonymiques municipaux.

Le rayonnement international de la Commission de toponymie se poursuit. Grâce à son expertise toponymique, le projet de créer une Division francophone au sein du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques (GENUNG) se concrétise en 1998. La création de cette unité vouée au service des États francophones de l'ONU stimule le partenariat toponymique franco-québécois, qui est fort actif au sein de la Division. La banque *Le tour du monde en français*, qui regroupe quelque 1 500 noms d'entités naturelles et administratives parmi les plus importantes au monde, constitue l'une de ses principales initiatives. Le développement d'une formation toponymique en ligne s'avère une autre initiative de premier plan. De plus, la Commission échange avec les autorités toponymiques de la Catalogne (1998) et participe à une session de formation en toponymie au Pays basque (2000).

Enfin, à l'automne 2004, la Commission entreprend de produire, de concert avec les Publications du Québec, une version revue et augmentée de son dictionnaire illustré *Noms et lieux du Québec*, dont le lancement a lieu à l'automne 2006. Un prix Zénith, qui souligne l'excellence en communication gouvernementale, couronnera cet ouvrage l'année suivante.

La période contemporaine, le bilan et les perspectives

Au début des années 2000, la Commission de toponymie connaît une transformation majeure avec le départ des derniers géographes et des gestionnaires qui ont marqué la renaissance de la Commission de géographie. On procède au renouvellement partiel de la cohorte multidisciplinaire des professionnels qui ont contribué au développement de la Commission de toponymie. Ce changement d'acteurs coïncide avec une volonté d'adapter les méthodes de travail aux nouvelles réalités de l'époque : l'arrivée de nouveaux moyens de diffusion de l'information basés sur les ressources d'Internet d'une part et, de l'autre, la diminution de la taille de l'État.

La toponymie du Québec compte actuellement 234 000 noms de lieux officiels, dont environ 110 000 noms de voies de communication. Cent ans de travaux toponymiques ont ainsi permis de rétablir une nomenclature géographique très largement de langue française qui reflète adéquatement la composition majoritairement francophone du Québec, et qui avait été occultée dans les cartes officielles durant la période coloniale britannique. Les travaux d'inventaire ont en outre assuré la réhabilitation de la toponymie autochtone, qui est véhiculée essentiellement par la tradition orale et qui menaçait de sombrer dans l'oubli au début du XX^{e} siècle. Quant aux efforts consacrés à la gestion des noms de lieux, ils ont permis la mise sur pied d'une base de données riche de renseignements sur la localisation des lieux et sur le contenu historique et culturel de ces noms. Grâce à la *Banque de noms de lieux du Québec*, ce patrimoine toponymique national est désormais à la portée de tous en quelques clics, gratuitement et en tout temps.

Même après un siècle de travaux, la mission toponymique de l'État n'est pas achevée et, pour tout dire, il s'agit d'une œuvre en perpétuel devenir. L'inventaire des noms de lieux doit se faire en continuité parce que l'occupation humaine progresse en direction des zones peu ou pas habitées du Nord-du-Québec et qu'elle s'y intensifie, sous l'impulsion de l'activité qui se développe dans les domaines de l'énergie, des mines, de la forêt et du tourisme. On doit donc s'assurer que la nomenclature officielle correspond le mieux possible à l'usage afin que les noms de lieux puissent jouer à fond leur rôle de repères dans l'espace. Enfin, les noms des voies de communication réclament eux aussi un inventaire constant, parce que, d'une part, les municipalités créent environ 500 noms chaque année pour les attribuer aux nouvelles voies qu'elles construisent ; et, d'autre part, parce que la généralisation du service d'urgence 911 et la prestation d'autres services publics font apparaître le besoin pressant de dénommer des voies, souvent privées et jusqu'alors anonymes, qui n'étaient pas répertoriées.

Au début du second siècle de son existence, la Commission ne manque pas de projets à réaliser. Ils constituent autant de défis :

- Améliorer l'accès en ligne aux noms de lieux et à l'information toponymique en général ;
- Mettre en valeur la toponymie autochtone, en diffusant non seulement les noms de lieux amérindiens et inuits eux-mêmes, mais également leur signification, de même que de l'information sur la relation entre ces noms et les lieux qu'ils désignent ;
- Amener les différentes autorités habilitées à dénommer des lieux à se conformer spontanément aux critères de choix, aux règles d'écriture et aux normes toponymiques de la Commission ;
- Faire en sorte que la *Banque de noms de lieux du Québec* alimente directement les grandes bases de données géomatiques de l'État afin de renforcer l'utilisation la plus large possible de la nomenclature géographique officielle sur les supports d'information produits par les ministères et les organismes de l'Administration.

En relevant ces défis, la Commission souhaite donner aux générations qui façonneront le second siècle de la mission toponymique québécoise un élan digne des réalisations du premier.

Source : Commission de toponymie

Le personnel de la Commission de toponymie en 2012. De gauche à droite : Jean-Luc Lavoie, Hélène La Rochelle, Jacques Fortin, François Cardinal, Hélène Lacoursière, Lyne De Rico, France Gendron, Julie Lemieux, Jacques Toussaint, Esther Moffett, Patricia Bernier, André Gagnon (directeur), Marc Richard, Marie-Ève Bisson, Myriam Hallé et Luc O'Connor.

Les présidents et les secrétaires

Commission géographique de la province de Québec (1912)
Commission de géographie de Québec (1920)
et Commission de toponymie (1977)

Présidents

Eugène Rouillard	1912-11-15 – 1915-06-22
J.-Émile Girard	1915-10-13 – 1915-12-17
Arthur Amos	1916-01-12 – 1920-01-16
J.-N. Miller	1920-01-30 – 1922-10-27
Louis-Arthur Richard	1922-11-17 – 1923-10-22
Charles-Joseph Simard	1923-11-30 – 1926-10-15
J.-L. Boulanger	1926-11-05 – 1929-10-11
Georges-Émile Marquis	1930-02-28 – 1930-11-21
Lionel Bergeron	1931-01-16 – 1932-10-26
François-Xavier Fafard	1933-03-03 – 1939-09-12
Absence de président	1940 – 1962
Jean-Marc Léger	1962-04-27 – 1963-06-18
Jean-Charles Bonenfant	1963-12-10 – 1967-04-26
Benoît Robitaille	1967-04-26 – 1971-09-22
Jean-Noël Poulin	1971-09-22 – 1976-03-12
Robert-Wilfrid Bourassa	1976-03-12 – 1978-07-18
Henri Dorion	1978-07-19 – 1980-04-30
François Beaudin	1980-09-22 – 1985-10-13
Henri Dorion	1985-10-14 – 1988-07-31
Rémi Mayrand	1988-08-01 – 1992-10-13
Henri Dorion	1993-01-20 – 1996-07-02
Alain Vallières, p. i.	1996-07-03 – 1996-08-11
Philippe Vaillancourt	1996-08-12 – 1996-09-30
Alain Vallières, p. i.	1996-10-01 – 1997-09-09
Nicole René, p. i.	1997-09-10 – 2005-07-04
France Boucher, p. i.	2005-07-04 – 2011-01-10
Louise Marchand	2011-01-10 – ...

Secrétaires

Avila Bédard	1912-11-15 – 1915-06-22
Eugène Rouillard	1915-06-22 – 1920-10-29
Georges-Émile Marquis, p. i.	1920-10-29 – 1922-10-27
Émile Larochelle, secrétaire adjoint	1922-10-27 – 1923-04-02
J.-E. Beauchamp	1923-10-12 – 1938-05-12
Absence de secrétaire	1938 – 1941
Isaïe Nantais	1941-06-28 – 1960-09-01
Absence de secrétaire	1960-09-02 – 1962-04-05
Jean Poirier	1962-04-05 – 1978-07-19
Robert-Wilfrid Bourassa	1978-07-19 – 1978-11-01
Jean-Claude Fortin	1979-03-01 – 1991-08-02
Linda Marcoux	1991-11-07 – 1994-01-25
Marc Richard, p. i.	1993-05-01 – 1993-09-01
Denis Tremblay	1994-02-04 – 1997-08-14
Alain Vallières	1997-09-26 – 2003-09-24
Danielle Turcotte	2003-11-27 – 2011-04-26
André Gagnon	2011-04-26 – …

Source : Commission de toponymie

Les membres et le secrétaire de la Commission de toponymie en 2012 : Jean-René Côté, Louise Marchand et Louise Slater ; Jacques Lacoursière, Caroline Desbiens et Joël Simonet ; André Gagnon (secrétaire) et Matthew G. Harvany.

Faits marquants de la toponymie au Québec

1815 Joseph Bouchette publie la *Description topographique de la province du Bas Canada* [...]

1886 C.-E. Deschamps édite une *Liste des municipalités dans la province de Québec*. Dix ans plus tard, il procédera à une mise à jour de cette édition.

1889 Publication de la *Description des cantons arpentés et des territoires explorés de la province de Québec* [...]

1897 Création de la Commission de géographie du Canada, l'actuelle Commission de toponymie du Canada.

1906 Pierre-Georges Roy publie *Les noms géographiques de la province de Québec*.

1907 Eugène Rouillard est nommé délégué du Québec à la Commission de toponymie du Canada, par Adélard Turgeon, ministre des Terres et Forêts. Le 28 décembre de la même année, Eugène Rouillard participe à sa première réunion annuelle.

1912 Sanction, le 15 mai, de la Loi sur l'extension des frontières du Québec : celui-ci voit son territoire doubler avec l'ajout du Nord-du-Québec.

1912 Tenue du Premier Congrès de la langue française au Canada, du 24 au 30 juin, à Québec.

1912 Création de la Commission géographique de la province de Québec.

1912 Le 5 décembre, tenue de la première séance de la Commission. Les noms géographiques **Anse à Beaufils** et **Lac Légaré** sont adoptés. Ces deux toponymes sont toujours officiels.

1914 Publication de la première édition du *Dictionnaire des rivières et lacs de la province de Québec*; une deuxième édition sera réalisée en 1925.

1917 Adoption par la Commission des premières règles sur la toponymie française.

1919 Premiers relevés géographiques et toponymiques d'Émile Vaillancourt lors d'une croisière sur le Saint-Laurent entre Betsiamites et Blanc-Sablon.

1920 Sanction par le gouvernement du Québec de la loi officialisant la création de la Commission de géographie.

1925 Hormisdas Magnan publie le *Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec*.

En vert : fait directement lié à l'histoire de la Commission de toponymie
En bleu : fait lié à la toponymie en général

1934 Commémoration du 400e anniversaire de la venue de Jacques Cartier avec l'adoption des noms **Mont Jacques-Cartier**, **Détroit de Jacques-Cartier** et **Détroit d'Honguedo**.

1939 Commémoration du tricentenaire de l'arrivée des Augustines à Québec avec l'approbation du toponyme **Lac des Augustines**.

1941 Nomination, le 28 juin, d'Isaïe Nantais comme secrétaire de la Commission de géographie, fonction qu'il occupera jusqu'en 1960.

1944 Enquêtes toponymiques du botaniste Jacques Rousseau au lac Mistassini et au lac Albanel. Elles se poursuivent jusqu'en 1948.

1961 Jean Poirier soutient la première thèse sur la toponymie québécoise à l'Université Laval, *La toponymie historique et actuelle de l'île d'Orléans*.

1962 Jean-Marc Léger, directeur de l'Office de la langue française, est nommé commissaire de la Commission de géographie ; par la suite, il en est élu président. Le 6 avril marque la reprise des activités habituelles de la Commission.

1963 Camille Laverdière, géographe à l'Université de Montréal, réalise une enquête toponymique dans la région des Laurentides.

1964 Fernand Grenier, géographe à l'Université Laval, effectue une enquête toponymique dans la région de la Beauce.

1965 Ludger Beauregard, géographe à l'Université de Montréal, mène une enquête toponymique dans la région de Montréal.

1965 Henri Dorion, géographe à l'Université Laval, effectue une première enquête toponymique en milieu innu sur la Côte-Nord.

1967 La Commission participe à Genève à la première Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques.

1968 Publication du *Guide toponymique du Québec*.

1968 Bernard Saladin d'Anglure, anthropologue à l'Université Laval, réalise une première enquête toponymique en milieu inuit dans le Nouveau-Québec, appelé de nos jours le Nord-du-Québec.

1968 Le ministre des Terres et Forêts approuve quelque 45 000 toponymes du Québec.

En vert : fait directement lié à l'histoire de la Commission de toponymie
En bleu : fait lié à la toponymie en général

Faits marquants de la toponymie au Québec

1969 La Commission de géographie publie le nouveau *Répertoire géographique du Québec*.

1969 Élaboration d'un premier projet de traitement mécanographique de la toponymie au Québec.

1970 Commémoration du géographe français Raoul Blanchard, l'un des fondateurs de l'Institut de géographie de l'Université Laval et auteur de 36 ouvrages et articles sur le Canada, avec l'officialisation du nom **Mont Raoul-Blanchard**.

1971 Publication de la *Toponymie des principaux reliefs du Québec*.

1971 Début de la mise en place d'un fichier des noms géographiques du Québec sur support mécanographique.

1977 Le 26 août, sanction de la Charte de la langue française et création de la Commission de toponymie.

1978 Henri Dorion est nommé premier président de la Commission de toponymie.

1978 Début des travaux de normalisation, d'inventaire et de normalisation des noms de voies de communication en milieu rural, sur tout le territoire québécois.

1979 Publication du *Répertoire toponymique du Québec*, qui regroupe 75 000 noms de lieux.

1979 Publication d'un premier *Guide toponymique municipal* et d'un nouveau *Guide toponymique du Québec*.

1979 Tenue d'un atelier sur l'écriture des noms de lieux amérindiens.

1981 Publication du premier itinéraire toponymique, intitulé *Itinéraire toponymique du chemin du Roy*.

1981 Publication du premier *Répertoire de gentilés (noms des habitants) du Québec*.

1982 Tenue à Québec de la réunion annuelle du Comité permanent des noms géographiques du Canada, l'actuelle Commission de toponymie du Canada.

1984 À l'occasion du 450e anniversaire de la venue de Jacques Cartier au Canada, la Commission de toponymie tient un Congrès international sur la toponymie française en Amérique.

En vert : fait directement lié à l'histoire de la Commission de toponymie
En bleu : fait lié à la toponymie en général

1984 Publication de l'*Itinéraire toponymique du Saint-Laurent : ses rives et ses îles*.

1985 Élargissement du projet de l'inventaire des noms de voies de communication au milieu urbain.

1987 À l'occasion du 75e anniversaire de la Commission de toponymie, publication du *Répertoire toponymique du Québec*.

1987 Tenue à Montréal de la cinquième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques et, à Québec, du XVIe Congrès international des sciences onomastiques (CISO).

1989 Commémoration d'Alfred de Vigny, qui se préoccupa du sort des Canadiens français lors de la publication du rapport Durham en 1839. Le dévoilement du toponyme **Lac Alfred-De Vigny** s'est déroulé à Paris, en 1990.

1989 Commémoration du bicentenaire de la Révolution française avec l'officialisation des toponymes **Cap Liberté**, **Cap Égalité** et **Cap Fraternité**.

1989 Commémoration du troisième centenaire de la venue des Ursulines et des Augustines à Québec avec l'officialisation des toponymes **L'Anse-des-Mères**, **Mont des Trois Augustines** et **Anse des Quatre Dames**.

1994 Publication de *Noms et lieux du Québec : dictionnaire illustré*, qui regroupe 6 000 noms de lieux. Une nouvelle édition revue et augmentée de cet ouvrage paraîtra en 2006.

1997 Mise en ligne des premières données sur l'origine des noms de lieux.

1997 Nicole René est la première femme nommée présidente de la Commission de toponymie.

1997 Commémoration du 20e anniversaire de la Charte de la langue française avec l'officialisation de 101 noms d'îles du réservoir de Caniapiscau. Ces toponymes sont inspirés d'œuvres d'auteurs québécois et forment l'archipel nommé **Le Jardin au Bout du Monde**.

1997 Commémoration du dixième anniversaire du décès de René Lévesque, premier ministre du Québec de 1976 à 1985, avec l'officialisation des noms **Le Point de Mire** (une péninsule) et **Rivière René-Lévesque**.

En vert : fait directement lié à l'histoire de la Commission de toponymie
En bleu : fait lié à la toponymie en général

1999 Publication de *La France et le Québec : des noms de lieux en partage*, ouvrage réalisé avec la collaboration de la Commission nationale de toponymie de France.

2005 Commémoration toponymique du 60e anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale avec l'officialisation du nom **Autoroute du Souvenir**.

2006 Commémoration toponymique du dixième anniversaire du décès de Robert Bourassa, premier ministre du Québec, de 1970 à 1976 et de 1985 à 1994, avec l'officialisation du nom **Autoroute Robert-Bourassa**, à Québec.

2008 Francine Adam, géographe québécoise, soutient une thèse de doctorat sur la toponymie québécoise, *Des noms de lieux. La médiation toponymique au Québec et en Acadie du Nouveau-Brunswick*, Université de Paris-Sorbonne (Paris-IV).

2012 Centième anniversaire de la Commission de toponymie.

Publication d'un ouvrage de prestige consacré au phénomène des québécismes qui appartiennent au vocabulaire géographique et qui sont présents dans les noms de lieux du Québec. *Parlers et paysages du Québec. Randonnée à travers les mots d'ici.*

Exposition sur la toponymie au Musée de la civilisation, à Québec : *Le nom de lieu, signature du temps et de l'espace.*

En vert : fait directement lié à l'histoire de la Commission de toponymie
En bleu : fait lié à la toponymie en général

Commission de toponymie
Québec

9767